



CABINET PRADAL & ASSOCIÉS

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables
de la Région de Marseille
Inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
(Ressort de la Cour d'Appel d'Aix en Provence)

Philippe PRADAL
Expert-comptable D.P.L.E.
Maître en Droit
D.E.A de Droit Public

Thomas CARTOSIO
Expert-comptable D.P.L.E.
Commissaire aux comptes

INSTITUT JEANNE DE FRANCE
19, Rue Paul DÉROULÈDE
06000 NICE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels Relatif à l'exercice clos le 31 Août 2023

Aux Adhérents de l'Association Institut Jeanne de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, en date du 4 Février 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'INSTITUT JEANNE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment

Immeuble Nouvel'R - Entrée TERRAZZO - 143, boulevard René CASSIN - 06200 NICE

Tél. : 04 97 03 00 90

E-Mail : contact@cabinet-pradal.com

S.A.R.L. au capital de 739 500 € - R.C. Nice B 389 863 895 - FR 35 389 863 895 00030



nous n'avons pas fourni de services autres que la certification des comptes au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Justification des appréciations

A la date de notre rapport, l'association propriétaire de l'ensemble immobilier s'est engagée à conclure un bail emphytéotique avec votre association pour une durée de 30 ans. Celui-ci est en cours de validation. Dans cette hypothèse, et compte tenu de la durée de jouissance qui résultera de la souscription de ce bail, l'inscription à l'actif des travaux réalisés n'appelle pas d'observation.

Une dépréciation a été constatée, dans les comptes de l'exercice clos le 31 août 2023 à hauteur de 20 % des immobilisations en cours et un trentième par an du solde de 80 % des travaux soit un montant total de 649 965 Euros. Cette dépréciation fait l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels (Note sur le bilan – Dépréciation des Immobilisations).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre sa mission, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de mettre un terme à l'activité de l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois



garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice le 20 février 2024
Pour la SARL CABINET PRADAL & Associés



Philippe PRADAL
Commissaire aux comptes

Immeuble Nouvel'R - Entrée TERRAZZO - 143, boulevard René CASSIN - 06200 NICE

Tél. : 04 97 03 00 90

E-Mail : contact@cabinet-pradal.com

S.A.R.L. au capital de 739 500 € - R.C. Nice B 389 863 895 - FR 35 389 863 895 00030

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2023	Net au 31/08/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	470 498	100 086	370 412	318 677
Installations techniques, matériels et outillages indust	26 246	7 945	18 301	5 183
Autres immobilisations corporelles	369 869	211 567	158 302	133 835
Immobilisations corporelles en cours	2 119 452	649 965	1 469 487	2 113 452
Immobilisations financières				
Prêts	350		350	300
Total I	2 986 415	969 563	2 016 852	2 571 448
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	20 326		20 326	13 758
Avances et acomptes versés sur commandes	4 605		4 605	
Créances				
Créances Usagers et comptes rattachés	3 906		3 906	4 226
Autres	2 609		2 609	7 186
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	445 748		445 748	510 521
Charges constatés d'avance	14 954		14 954	6 313
Total II	492 147		492 147	542 004
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 478 562	969 563	2 508 999	3 113 452
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	au 31/08/2023	au 31/08/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres complémentaires	168 215	168 215
Fonds propres avec droits de reprise		
Réserves pour projet de l'entité	1 634 004	1 422 250
Excédent ou déficit de l'exercice	-443 242	211 754
Situation nette (sous-total)	1 358 977	1 802 220
Total I	1 358 977	1 802 220
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	5 260	3 089
Total III	5 260	3 089
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 055 710	1 157 724
Emprunts et dettes financières diverses	24	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	11 154	20 800
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 048	73 528
Dettes fiscales et sociales	10 747	14 769
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 481
Autres dettes	23 204	24 291
Produits constatés d'avance	11 875	13 550
Total IV	1 144 762	1 308 142
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 508 999	3 113 452
(1) Dont à plus d'un an (a)	953 223	
Dont à moins d'un an (a)	180 385	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2023	Exercice N-1 31/08/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		10
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	17 306	19 397
Ventes de prestations de services	687 134	676 786
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	341 677	326 139
Ressources liées à la générosité du public		300
dont dons manuels		300
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	24 452	30 081
Autres produits	1 601	556
Total I	1 072 170	1 053 270
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	16 855	27 685
Variation des stocks	-6 568	-6 948
Autres achats et charges externes	514 008	433 855
Impôts, taxes et versements assimilés	709	2 054
Salaires et traitements	233 304	249 738
Charges sociales	45 466	56 435
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	708 607	65 334
Dotations aux provisions	2 170	92
Autres charges	4 732	5 166
Total II	1 519 284	833 410
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-447 114	219 860
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	7 749	1 038
Total III	7 749	1 038
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	8 822	9 293
Total IV	8 822	9 293
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-1 073	-8 256



Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2023	Exercice N-1 31/08/2022
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-448 187	211 604
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 003	1 119
Total V	6 003	1 119
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		890
Sur opérations en capital	87	
Total VI	87	890
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 917	229
Impôts sur les bénéfices (VIII)	972	79
Total des produits (I+III+V)	1 085 922	1 055 427
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 529 165	843 673
EXCEDENT OU DEFICIT	-443 242	211 754



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :
INSTITUT JEANNE DE FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2023, dont le total est de 2 508 999 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 443 242 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2023 ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-6 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.





Règles et méthodes comptables

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Autres informations :

Le montant des immobilisations en cours inclut les travaux de construction du bâtiment B et les travaux d'aménagements et de construction du bâtiment A.

A la clôture de l'exercice, un bail emphytéotique conclu avec l'association propriétaire (Vallon des Pins) était en cours de validation.

Une dépréciation des travaux en cours a été constatée au 31/08/2023 (cf détails page 13).

Le Conseil Municipal de la ville de Nice a octroyé une garantie à hauteur de 500 000 € à l'institut Jeanne de France au titre de l'emprunt contracté auprès de la Société Générale, destiné à financer la mise aux normes PMR de ses locaux (séance du 13 novembre 2017).



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	77 501	3 100		80 601
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	317 730	72 166		389 897
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 830	15 416		26 246
- Installations générales, agencements aménagements divers	195 373	32 536	1 519	226 389
- Matériel de transport	146 641	24 830	27 992	143 480
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	2 113 452	6 000		2 119 452
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 861 527	154 048	29 511	2 986 065
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	300	50		350
Immobilisations financières	300	50		350
ACTIF IMMOBILISE	2 861 827	154 098	29 511	2 986 415



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	28 522	5 261		33 783
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	48 033	18 270		66 303
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 647	2 298		7 945
- Installations générales, agencements aménagements divers	108 763	13 787	1 433	121 118
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	99 415	19 026	27 992	90 449
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	290 380	58 642	29 424	319 598
ACTIF IMMOBILISE	290 380	58 642	29 424	319 598



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 21 818 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	350	350	
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 906	3 906	
Autres	2 609	2 609	
Charges constatées d'avance	14 954	14 954	
Total	21 818	21 818	
Prêts accordés en cours d'exercice	1 500		
Prêts récupérés en cours d'exercice	1 450		

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		649 965		649 965
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	16 904		16 904	
Total	16 904	649 965	16 904	649 965
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		649 965	16 904	
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	3 089	2 170			5 260
Total	3 089	2 170			5 260
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		2 170			
Financières					
Exceptionnelles					



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 133 608 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 055 710	102 487	411 730	541 492
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 048	32 048		
Dettes fiscales et sociales	10 747	10 747		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	23 228	23 228		
Produits constatés d'avance	11 875	11 875		
Total	1 133 608	180 385	411 730	541 492
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	102 013			
(**) Dont envers les associés				

